

La révolte de Can Vies

Un « effet » né pour durer

Vito Esposito

LE MATIN DU 26 MAI 2014, UN HÉLICOPTÈRE RONRONNE, SURVOLANT sans relâche le quartier barcelonais de Sants. Ce genre de bruit, désormais habituel, accompagne le moindre surgenon de mouvement social, la moindre prévision d'insoumission collective, aussi minimes soient-ils. Excès de précaution ou simple volonté de marquer le territoire... d'en haut, peu importe : les forces policières sont prêtes à partir à l'assaut du Centre Social Occupé et Autogéré de Can Vies. Elles s'attendent probablement à ce qu'aucune réaction importante ne se produise. Les récentes opérations du même genre, comme l'expulsion, trois mois auparavant, d'un autre grand squat barcelonais, La carbonería, ont donné lieu à des manifestations certes intenses, mais de courte durée. D'ailleurs, les médias et l'opinion publique sont absorbés, ce jour-là, par l'analyse des résultats des élections européennes qui se sont déroulées la veille.

Ce qui va arriver va pourtant démentir ces pronostics et transformer ce qui devait s'avérer, pour la Mairie, une simple formalité en une retraite précipitée et en une défaite sans appel. L'assaut policier va provoquer une étincelle qui aurait pu retourner au

150 • LA RÉVOLTE DE CAN VIES : UN « EFFET » NÉ POUR DURER

Transversale



néant si elle n'était tombée sur une substance hautement inflammable. Les principaux composants de cette dernière sont au moins au nombre de trois : la texture sociale, politique, et historique du quartier de Sants ; la fonction organique ainsi que la charge symbolique de Can Vies ; et la ferme détermination de collectifs qui semblent avoir perdu toute peur, mais gardent bien les pieds sur terre, et surtout, dans le mouvement.

CHRONOLOGIE DE LA RÉSISTANCE

Depuis de nombreuses années, la société qui gère les transports municipaux à Barcelone (TMB), présidée par le maire et propriétaire du bâtiment, multiplie les actions en justice afin de voir évincé le centre social qui occupe son bien. Sentences et reports se succèdent jusqu'à ce que le lundi 26 mai, les flics débarquent, en milieu de matinée, à Can Vies pour procéder à l'expulsion. Cette arrivée, qui n'a rien d'une surprise, a été préparée. Une dizaine de personnes se sont tapies au cœur de l'édifice, enchaînées à un ingénieux système de résistance combinant béton, ferrailles, cadenas, bombonnes de gaz, etc.¹ Plusieurs heures sont nécessaires pour les

1. Voir par exemple : <https://www.youtube.com/watch?v=KYXz46rsMe8>

déloger. Et pendant ce temps, voisins du quartier et soutiens des quartiers voisins convergent vers le squat et propagent la nouvelle. La tension monte. Les premières charges policières ont lieu alors que les enfants des deux écoles environnantes terminent leur journée. Déjà, plusieurs parents n'hésitent pas à exprimer vivement tout le mal qu'ils pensent des manières d'agir des forces de l'ordre.

Quelques heures plus tard, une manifestation réunit, malgré la pluie, plusieurs centaines de militant-e-s et de personnes du quartier. À mesure que la nuit point, en même temps qu'un important dispositif policier se déploie, la résistance se fait plus spectaculaire. Des poubelles sont renversées et incendiées pour faire office de barricades. Des vitrines de banques s'écroulent. Les médias, friands de ce type d'image sont évidemment sur place. Ils sont servis : une camionnette de la chaîne de télévision catalane TV3 se voit, elle aussi, réduite en cendres. Quoiqu'il continue à faire sensation, ce genre de situation n'a rien d'inédit. Les gouvernants et autres pandores à leur service s'y attendaient probablement un peu. Ce qu'ils étaient apparemment moins en mesure d'imaginer, c'est qu'en face d'eux, ils n'avaient pas simplement quelques « jeunes encapuchés en mal de sensations fortes », mais un nombre impressionnant de gens bien décidés à ne pas se laisser faire.

Le lendemain, une nouvelle journée de lutte, plus intense encore, commence. La répression est systématique et sans mesure. Deux attitudes y font front : certain-e-s, visiblement organisés en petits groupes d'une dizaine de personnes, dressent des barricades et répondent à la police avec toute sorte de projectiles, d'autres, dont bon nombre de personnes du quartier (parfois âgées et quelquefois depuis leur balcon) adoptent une conduite moins offensive, mais n'hésitent pas à applaudir ou à saluer par des bruits de casserole le moindre recul des flics. De toute part, on entend résonner un même cri : « La police, hors du quartier ». Plus tard dans la nuit, l'énorme pelleuse qui se trouve postée devant Can Vies afin de démolir ce qui reste de l'édifice est incendiée. Sa consommation, qui va devenir un symbole de la lutte en cours, a lieu, cette fois encore, sous le regard et les applaudissements de plusieurs centaines de personnes. Elle dure quatre heures, le temps que la police anti-émeute arrive à dissiper la foule pour atteindre l'engin carbonisé.

Parallèlement, divers actes de solidarités (consistant principalement en des peinturlurages de devantures et des destructions de

biens matériels) sont commis à d'autres endroits de la ville. L'un des éléments déterminants de « l'effet Can Vies » gagne en évidence. Il ne réside pas dans la luisance des flammes qui l'ont accompagné, mais dans la mobilisation et la mise en mouvement qu'il a suscitées. C'est probablement une des raisons pour lesquelles les discours typiques (des) dominants sur la violence de quelques incontrôlé-e-s n'ont, en bonne part, pas pris — malgré leur abondant relais médiatique. D'autant plus que pendant que certain-e-s, s'attaquaient, non sans un certain fracas — certes — aux outils qui servaient à détruire un organe de la vie sociale du quartier, les bras armés de l'arbitraire déchaînaient leur violence légale contre les personnes indignées.

Le mercredi 28 mai, les rassemblements de soutien continuent à s'amplifier. On en dénombre dans plus de 40 endroits différents. L'après-midi, les manifestations organisées dans différents quartiers de Barcelone convergent vers Can Vies. Les divers cortèges se confondent en un seul, il réunit plus de 5000 personnes. Mais la police veut dissoudre la manifestation parce qu'elle n'a pas été autorisée. Encore une fois, certain-e-s érigent des barricades enflammées en réponse. De nouveaux affrontements entre policiers et manifestant-e-s ont lieu. Le gouvernement national décide de faire envoyer, en provenance de différents endroits en Espagne, une quarantaine de fourgons de police anti-émeute pour protéger, en cas de besoin, les installations dont il a le contrôle. La mairie, elle, sent que les choses sont plus compliquées que ce qu'elle pouvait imaginer, elle affiche son intention de négocier.

Le quatrième jour de lutte se révèle un peu plus calme. Plus de deux mille manifestant-e-s se dirigent, au son des casseroles vers le commissariat dans lequel se trouvent dix-huit personnes arrêtées pendant les événements de la nuit précédente. En plus de la libération des inculpé-e-s, la démission du maire de la ville et de celui du district, la « démilitarisation » du quartier et l'arrêt de la destruction de Can Vies sont exigées. Après que la fin de la manifestation soit déclarée, une centaine de personnes continue toutefois de protester dans le quartier. La police poursuit son travail avec toute la délicatesse qu'on lui connaît. À la télévision, le maire s'affirme prêt à céder. C'est chose faite le matin suivant : la destruction de Can Vies est suspendue. Les autorités espèrent ainsi négocier, mais les gens de Can Vies ne sont pas de cet avis. L'assemblée convoquée à l'initiative du collectif qui s'occupe du

centre social se conclut sur un refus de parlementer et l'organisation d'une grande manifestation. Elle aura lieu au centre de Barcelone, le jour suivant, samedi 31 mai. Parallèlement, une autre décision d'importance est prise : le bâtiment détruit sera reconstruit sans en demander la permission. L'idée est claire : « Nous allons réoccuper l'espace et le construire de nos propres mains, avec nos outils et nos matériaux, et nous ne voulons pas que la mairie participe ! »

Des centaines de personnes répondent à cet appel et accourent dès le samedi matin apporter leur aide. À 19 heures, elles sont à peu près 20 000 à participer à la manifestation qui ne propose pas simplement de protester contre l'expulsion, mais qui se veut une réponse « à toutes les agressions que nous endurons ». Le scénario de la manifestation ne diffère pas vraiment de celui des nuits précédentes. La police se fait, une fois de plus, remarquer par une opération de fichage inouïe : elle retient plus de deux cents personnes qu'elle oblige à se laisser photographier « encapuchés ». La municipalité, pour sa part, à la suite de cette journée, décide de faire marche arrière ; elle affirme être prête à céder, du moment que le conflit ne continue pas. Le 3 juin, elle fait retirer ce qui reste de la pelleuse et annonce qu'elle est disposée à autoriser la réoccupation du terrain pendant trois ou quatre ans et à fournir un permis de construire pour les travaux nécessaires à la reconstruction. La semaine suivante, il est même proposé que le coût des travaux de stabilisation de l'édifice soit assumé par TMB, à condition que les parties prenantes se trouvent liées par un accord pendant deux ans. À cette proposition, les squateur-euse-s répondent simplement que les travaux de désencombrement vont bon train ; l'idée de signer un quelconque accord est ignorée. Un peu plus tard, un système de don est mis en place pour arriver à financer, de façon totalement indépendante des institutions, les travaux entrepris. À l'heure de terminer cet article, les dons ont presque atteint 90 000 euros. 70 000 euros étaient estimés nécessaires.

LES INGRÉDIENTS DE LA RÉVOLTE

Si l'expulsion de Can Vies a suscité une réaction à ce point virulente, si les tambourinages de casseroles dans les places publiques et du haut des balcons ont été aussi nombreux et bruyants, c'est avant tout parce que le quartier où se sont déroulés les faits

présente des caractéristiques bien particulières. Sants a derrière lui une longue tradition de luttes populaires, étroitement associées à la constitution et au développement de la CNT au cours du premier tiers du ^{xx}e siècle, ainsi qu'à la formation des Commissions ouvrières de Catalogne pendant les dernières années du franquisme. Ces luttes réapparurent avec force sous la forme d'associations de quartier pendant les premières années de la transition. C'est ainsi, que l'assemblée d'où ressurgit la CNT en Catalogne se réalisa dans les locaux de la paroisse de San Medir en février 1976, au cœur même du quartier de Sants. Bien avant d'être squatté, après la légalisation des syndicats en Espagne, Can Vies eut, aussi l'occasion d'abriter plusieurs bureaux de la CNT. Depuis lors, malgré des hauts et bas inévitables, ce quartier a toujours été un lieu d'intenses activités politiques, allant de l'occupation de bâtiment pour en faire des espaces autogérés à la création d'un réseau communautaire riche de coopératives et de réalisations collectives en tout genre, telles les grandes fêtes annuelles alternatives qui y prennent place depuis une vingtaine d'années.

Dans un excellent article, presque prémonitoire, publié dans la revue *Libre Pensamiento*², Joan Rovira, membre de la librairie-coopérative alternative La Ciutat Invisible, affirmait :

« Cela fait quinze ans que nous luttons pour faire renaître et croître cet espace commun ; quinze ans que nous territorialisons un antagonisme qui, en dépit des flux et des reflux, continue à prendre forme ; quinze ans que nous tissons un espace de contre-pouvoir qui propose une alternative à la politique représentative municipale – un espace collectif autonome et hétérogène, un espace d'entraide, un espace qui crée une dynamique destituante, qui essaye de se réapproprier la capacité de faire de la politique à la base, en pratiquant la démocratie directe. C'est pour cela que nous avons créé, en 1996, l'assemblée de quartier de Sants. D'abord très liée au mouvement squat, elle a su ensuite s'ouvrir à d'autres sensibilités ».

Un peu plus loin, il ajoutait :

« Pour développer le coopérativisme, nous avons créé le projet "Quartier coopératif", une stratégie de communication et de transformation pour propager l'économie solidaire ainsi que l'intercoopération et pour créer du marché social... Et depuis, nous avons vu proliférer un dense

2. Joan Rovira, « Más allá de los ciclos de protesta: apuntes sobre la construcción de autonomía en el barrio de Sants », *Libre Pensamiento*, n° 73, 2012.



réseau de centres sociaux qui permettent, peu à peu, la constitution de cette sphère publique, étrangère à l'État, dont je parlais : le CSOA Can Vies, le Casal Independentiste Jaume Compte, l'Espai Obert, le Centre Social de Sants, le Bloc Onze de Can Batlló, l'Ateneu Llibertari de Sants, le potager de La Farga... »

Au sein de cet organisme en constitution, Can Vies occupe une place particulière. Après le démantèlement du CSOA Hamsa en août 2004, il est devenu (parvenant à paralyser trois menaces d'expulsion) le principal squat du quartier de Sants. Il a ainsi offert refuge à de nombreux collectifs s'intégrant dans l'assemblée du centre. Des membres du collectif expliquent que Can Vies était :

« un espace de référence où avaient lieu de multiples activités et où prenaient place une infinité de projets politiques, sociaux et culturels. Il s'agissait d'un espace ouvert à tous et où participaient un grand nombre de personnes. Il y avait entre autres un organe de communication communautaire, "La Burtxa" ; un collectif féministe "La Trama" ; un local d'essais pour groupes musicaux ; un atelier de guitare et un autre de langage de signes... Une fois par semaine des cantines gérées par les différents collectifs proposaient un repas pour moins de trois euros, créant ainsi des lieux de rencontre ».

Dans son communiqué de soutien au squat du 28 mai, la Ciutat Invisible affirmait pour cela que l'expulsion avait provoqué au quartier le syndrome du membre fantôme. Or, même physiquement absent, un tel membre semble toujours relié à l'organisme et interagit bien avec ses autres parties. S'en prendre à Can Vies, c'était provoquer une réponse du corps tout entier.

Le deuxième élément qui explique la virulence de la réaction face à l'expulsion réside dans la grande valeur symbolique de Can Vies aussi bien aux yeux de la jeunesse rebelle du quartier de Sants que pour le tissu alternatif de la ville de Barcelone. « Toucher Can Vies » ne se limitait pas à démolir un espace occupé, c'était « attaquer un symbole » et cela produit parfois des effets d'une ampleur incalculable. Can Vies n'est pas seulement un emblème dans son quartier, il l'est également pour le tissu subversif de Barcelone, où tout au long de ses dix-sept ans d'existence il s'est gagné une solide réputation, à l'indéniable connotation libertaire, de « territoire contre le pouvoir de l'État et du Capital ». Au cours de ses longues années d'occupation, différentes générations se sont succédées, grâce au tissu associatif du quartier, elles ont pu rester en contact même si tous ses acteurs n'étaient plus directement impliqués dans la vie du centre. Bien entendu, l'agression contre le squat ne pouvait pas laisser indifférent l'ensemble de ceux et celles qui avaient partagé ses rêves et participé à ses luttes.

Un troisième élément qui permet de comprendre les événements réside dans la surprenante détermination dont font preuve actuellement certains collectifs anarchistes de différents quartiers de Barcelone et surtout dans la façon dont leurs tactiques offensives s'incorporent au mouvement général auquel elles participent. Les bris de vitrines d'agences bancaires, les incendies de poubelles et les tactiques de défense contre les agressions policières ne sont

pas toujours bien vus des populations. Les gouvernants le savent et n'hésitent pas à resservir, avec le relais des médias, un discours maintes fois réchauffé sur la non acceptabilité de cette violence dans un « espace démocratique » que caractériserait le dialogue. Mais dans le cas de Can Vies, ce type de pratiques a eu lieu dans des circonstances et d'une manière propices à ce qu'il puisse être compris depuis toutes les franges du mouvement comme une part de celui-ci, sans qu'elles ne soient ni plus importantes, ni absolument insensées. Elles ont ainsi évité que les manifestations ne sombrent dans l'invisibilité la plus totale, à moins qu'elles ne réussissent à rassembler des centaines de milliers de personnes. Elles ont aussi probablement pesé sur la décision de la municipalité : selon le bilan de la police catalane, le coût des destructions au cours des affrontements s'est élevé à plus de 400 000 euros. Tout cela, sans pour autant provoquer ou amplifier une rupture dans le mouvement. Cette volonté et cette détermination étaient clairement perceptibles le mercredi 28 mai, quand les diverses colonnes provenant des quartiers de Barcelone ont convergé sur Sants pour donner lieu à une manifestation de belle ampleur et à la nuit la plus mouvementée de toutes celles qui eurent lieu dans le quartier. Il en a été de même lors de l'importante manifestation du samedi, au centre de Barcelone, alors que l'idée de « marcher séparément, mais frapper conjointement » donnait le ton d'une soirée au cours de laquelle fleurirent les A cerclés.

TAKSIM, GAMONAL, CAN VIES

Trois épisodes qui présentent de fortes similitudes entre eux se sont succédé en très peu de temps, celui de la place Taksim et du parc Gezi à Istanbul, celui du quartier de Gamonal dans la ville espagnole de Burgos et finalement celui de Can Vies. Rappelons qu'en juin 2013 la décision des autorités turques de détruire le parc Gesi pour y construire un centre commercial a suscité une vague de protestations qui a rassemblé des dizaines de milliers de manifestants sur la place Taksim et qu'après plusieurs semaines de durs affrontements avec la police ces mêmes autorités se sont vues contraintes à céder et à suspendre sine die le projet de destruction du parc. La place Taksim est ainsi devenue un symbole de résistance victorieuse et le slogan « Taksim est partout et n'importe où » a traversé les frontières. Malgré l'interdiction de toute manifestation sur cette



place, le premier mai 2014, des milliers de manifestant-e-s ont essayé de forcer le dispositif policier. En juin, une énorme manifestation a eu lieu aux alentours de la place pour commémorer les mobilisations de l'année précédente et pour montrer que la volonté de lutte résistait au passage du temps.

Rappelons aussi qu'à Burgos, en janvier 2014, les habitants du quartier de Gamonal ont surpris tout le monde par la vigueur et la persistance d'une mobilisation qui se dressait contre les opérations spéculatives de la Mairie. Après des semaines de manifestations et d'affrontements, à l'instar de ce qui s'était passé à la place Taksim, les autorités ont dû arborer le drapeau blanc, paralyser les travaux et céder à la pression populaire. On parla alors de « l'effet Gamonal » comme d'une mise en garde contre quiconque prétendrait faire la sourde oreille aux re-

vendications populaires. En mai 2014, Can Vies, a pris le relais et à contraint, à son tour, les autorités à faire marche arrière. Par similitude avec Gamonal on a parlé cette fois de « l'effet Can Vies », mais cet effet-ci se caractérisait, en plus, par le refus obstiné de négocier et par la volonté de reconstruire de façon autonome et collective ce que la répression avait détruit.

Dans ces trois épisodes, on peut déceler une même séquence : désobéissance et défi relativement aux décisions et aux actions des pouvoirs ; mobilisation populaire où confluent divers secteurs et différentes sensibilités ; horizontalité et absence d'organismes centraux détermination et persistance devant les forces répressives ; et enfin, défaite finale des autorités.

Évidemment, en aucun de ces cas, le système ne s'est effondré, les victoires obtenues sont modestes et rien ne garantit que d'ici peu ce qui a été paralysé ne soit remis en marche. Mais cela ne signifie pas du tout que ces victoires soient provisoires, ce qui est provisoire c'est le rapport de forces qui a fait incliner la balance, il

peut changer demain, mais rien ne pourra effacer les victoires obtenues : elles se sont effectuées et aucune marche arrière n'est possible, elles font partie pour toujours de la mémoire collective des luttes.

Au milieu de l'été 2014, le conseil d'administration de la société chargée des infrastructures municipales a présenté les travaux de la réurbanisation qui affecte la zone où se trouve l'immeuble de Can Vies. La Mairie de Barcelone s'est empressée de préciser que la partie de ce projet qui touche directement Can Vies ne recevra pas le feu vert tant que n'aura pas été conclu, après l'été, un « processus participatif » pour décider l'usage à donner aux édifices environnants. La Mairie maintient toujours qu'elle est disposée à restaurer Can Vies et à autoriser sa réoccupation si le collectif signe un accord établissant les termes de l'occupation dans lequel il s'engagerait à libérer le bâtiment dans un délai de deux ans. Aux dernières nouvelles, la Mairie serait même prête à permettre que le collectif de Can Vies entreprenne lui-même la restauration de l'immeuble à la condition qu'il sollicite un permis de construire. Pour l'instant, les frais résultants de « l'expulsion » s'élèvent déjà à près de 200 000 euros, en ne comptant que les travaux de consolidation de l'édifice, le coût de la pelleteuse brûlée, et les dépenses de « surveillance ».

Comme conclusion provisoire, laissons la parole, à propos de la portée de cet « effet Can Vies » né pour durer, au collectif « Acció Llibertària de Sants-Anarquistes de Sants »

ET APRÈS LA RÉVOLTE ?

Notre objectif est de détruire leur système et de construire nos vies en liberté. Nous sommes conscients que la guerre nocturne dans les rues de Sants aura une fin, mais pas la lutte pour un monde nouveau. C'est pourquoi nous continuerons à désobéir : en nous autoorganisant en assemblées de quartier, au travail ou là où nous nous trouvons, car nous ne concevons pas une autre manière de changer les choses qu'en nous battant sur la base de l'égalité ; en collectivisant et en partageant nos moyens avec tous ; en créant des réseaux d'entraide pour résoudre nos problèmes ; en occupant des immeubles et de nouveaux espaces pour couvrir nos besoins essentiels.

Des ruines fumantes de Can Vies surgira un meilleur quartier, un quartier construit par nous toutes et nous tous, sans l'intromission

160 • LA RÉVOLTE DE CAN VIES : UN « EFFET » NÉ POUR DURER

de politiciens ni de banquiers, avec la solidarité et l'entraide comme principes. Nous ne voulons pas que la flamme s'éteigne. Nous voulons que la rage se transforme en destruction de la misère et de l'oppression. Comme disait une vieille connaissance : « Nous n'avons pas peur des ruines, car nous portons un monde nouveau dans nos cœurs ».

VITO ESPOSITO

Transversale

